

EDUCATION

Moins d'histoire-géo au lycée : des critiques au sein de l'UMP

NOUVELOBS.COM | 08.12.2009 | 11:30

! 28 réactions

Alors que le ministre Luc Chatel estime que la disparition de l'histoire-géo des programmes de terminale S est "un bon compromis", des députés UMP demandent l'"annulation de la décision" qu'ils qualifient de "faute".



Luc Chatel, ministre de l'Éducation nationale et porte-parole du gouvernement, rencontre les élèves et enseignants du lycée Henri IV de Béziers, pour leur présenter le projet de réforme du lycée annoncé par le Président de la République en octobre (Sipa)

En plein débat sur l'identité nationale, la disparition de

l'histoire-géo des programmes de terminale S a été critiquée lundi 7 décembre par les politiques de tous bords, y compris de l'UMP. De son côté, le ministre de l'Éducation Luc Chatel se félicite d'un "**bon compromis**". A la veille du débat prévu à l'Assemblée nationale sur l'identité nationale, la classe politique, y compris dans les rangs de l'UMP, a

critiqué ce projet. Le député UMP Hervé Gaymard a demandé "l'annulation de cette décision (...) 'qui se trouve en contradiction avec les objectifs proclamés du système éducatif français'".

Quant au député UMP Jacques Myard, il a qualifié de "**faute**" cette décision prise "au moment où l'on constate qu'il est urgent de transmettre aux générations montantes les principes et les valeurs qui fondent le socle du vouloir vivre ensemble".

Place à la culture générale

"Sans culture générale, pas de réelle citoyenneté", a estimé pour sa part le député et porte-parole du Nouveau Centre pour les régionales, Philippe Vigier.

"A l'heure où on lance un débat sur l'identité nationale, faire fi du caractère fondamental" de ces enseignements "est absurde et dangereux", a renchéri Marianne Gallo, porte-parole de la Gauche moderne (alliée à l'UMP).

Le président du MoDem François Bayrou a fustigé "une des décisions les plus graves qui aient été prises dans l'Éducation nationale ces dernières années".

Le président de Debout la République, Nicolas Dupont-Aignan, a dénoncé lui un "**double langage**" du gouvernement. "Comment, dans ces conditions, prétendre vivifier et remettre à l'honneur une identité nationale qu'on s'empresse dans les faits, pour des raisons purement comptables, d'amputer au lycée ? ", a-t-il demandé.

La vice-présidente du Front national (FN), Marine Le Pen, a elle aussi critiqué cette "mauvaise photocopie des méthodes américaines" qui "tombe particulièrement mal en plein débat sur l'identité nationale".

A gauche, le secrétaire national du PS à l'éducation, Bruno Julliard, avait demandé dimanche au gouvernement de renoncer à son projet "irresponsable et dangereux".

Appel d'universitaires suivi par les politiques

Le PRG a demandé l'intervention de Nicolas Sarkozy pour "affirmer la place de cet enseignement essentiel dans toutes les filières" afin que "tous les jeunes (...) aient cette nécessaire conscience qui donne sens à leur action et à leur vie".

Pour le PCF, "non seulement il faut garder ces matières dans le programme d'enseignement des terminales mais il est nécessaire d'en revaloriser les contenus".

De son côté, le ministre de l'Éducation voit le positif. "Nous avons trouvé un bon compromis sans sacrifier aucune discipline", a déclaré le ministre, au lendemain de la publication dans le *JDD* d'une [pétition](#) de vingt universitaires de renom s'insurgeant contre cette disparition.

Un appel signé aussi par de nombreuses personnalités du PS, dont Martine Aubry, Ségolène Royal, Laurent Fabius et Manuel Valls, ainsi que la secrétaire nationale des Verts Cécile Duflot.

Pour défendre cette mesure, Luc Chatel a rappelé qu'il avait consulté "pendant des mois" et fait "un tour de France".

(Nouvelobs.com)